

# Des élus de l'UE contre le plan Trump en Cisjordanie

Plus d'un millier de parlementaires européens ont signé une pétition contre une possible annexion du territoire palestinien par Israël.

Par [Thierry Oberlé](#) Correspondant à Jérusalem

Publié le 25 juin 2020

Tandis que l'avenir du projet d'annexion d'une partie de la Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, se joue à Washington, des milieux intellectuels et politiques européens se mobilisent pour dénoncer ce processus qui pourrait débiter cet été. À la Maison-Blanche, une prise de décision sur les propositions israéliennes devrait avoir lieu dans les prochains jours. Elle implique Donald Trump, qui va recueillir l'avis de ses principaux conseillers sur le Proche-Orient, [dont son gendre Jared Kushner](#), promoteur d'un «*plan de paix*» aligné sur les positions de la droite israélienne mais favorable à la création d'un micro-État palestinien, et de celui de David Friedman, l'ambassadeur des États-Unis à Jérusalem, proche des colons messianiques.

En attendant, les Européens s'interrogent ou dénoncent. «*Nous, parlementaires de toute l'Europe engagés en faveur d'un ordre mondial fondé sur le droit international, partageons de vives inquiétudes concernant le plan du président Trump pour le conflit israélo-palestinien et la perspective d'une annexion israélienne du territoire de la Cisjordanie. Nous sommes profondément préoccupés par le précédent que cela créerait pour les relations internationales en général*», affirment plus d'un millier de parlementaires de 25 pays de l'UE. Le texte, dont *Le Figaro* a eu connaissance, est signé par 105 signataires français issus des rangs de La République en marche, de la gauche ou de la mouvance écologique. Voici quelques jours des personnalités dont [l'historien Benjamin Stora](#) étaient montés au créneau dans une pétition.

[Lettre conjointe de 1.080 parlementaires contre l'annexion de la Cisjordanie par Israël](#) publié par [LeFigaro](#)

Les deux déclarations se ressemblent. Elles font part d'une même crainte, celle d'une annexion signifiant la fin d'un règlement négocié sur des bases équilibrées du conflit israélo-palestinien. «*Depuis des décennies, l'Europe promeut une solution juste au conflit israélo-palestinien sous la forme d'une solution à deux États, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies*», estiment les parlementaires européens.

## «Une décision fatale à la paix»

«*Malheureusement, le plan du président Trump s'écarte des paramètres et des principes convenus au niveau international. Il favorise un contrôle israélien permanent sur un territoire palestinien fragmenté, laissant les Palestiniens sans souveraineté et donnant feu vert à Israël pour annexer unilatéralement des parties importantes de la Cisjordanie. Suivant la voie du*

*plan Trump, la coalition israélienne récemment composée, stipule que le gouvernement peut aller de l'avant avec l'annexion dès le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Cette décision sera fatale aux perspectives de paix israélo-palestinienne», jugent-ils.*

Sur le terrain, les manifestations commencent à prendre de l'ampleur en Cisjordanie. Un rassemblement s'est tenu lundi à Jéricho à l'initiative du Fatah, [le parti du président Mahmoud Abbas](#), auquel plusieurs diplomates ont pris part. La petite ville palestinienne est située dans la vallée du Jourdain que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a prétendu à plusieurs reprises vouloir annexer à partir du 1<sup>er</sup> juillet.